

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.859/4
DU 15 MARS 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Rénovation urbaine le 15 février 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. L'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine (ci-après, l'"ordonnance du 28 janvier 2010") prévoit en son article 21 qu'elle entrera en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

L'arrêté en projet ne comporte aucune disposition fixant cette date.

L'auteur du projet ne perdra pas de vue que la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance du 28 janvier 2010 doit être fixée et qu'il convient aussi de s'assurer que l'arrêté en projet n'entrera pas en vigueur avant la date de l'entrée en vigueur de l'ordonnance.

À cet effet, l'arrêté en projet pourrait être complété par une disposition prévoyant que l'ordonnance du 28 janvier 2010 entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet ⁽¹⁾.

2. L'article 9, alinéa 3, de l'ordonnance du 28 janvier 2010 prévoit que le Gouvernement peut consentir une modification ou un complément au programme [de revitalisation urbaine] afin que les opérations qui ne sont pas reprises dans le programme quadriennal et qui étaient imprévisibles lors de l'élaboration de celui-ci puissent bénéficier des subventions prévues par cette ordonnance.

⁽¹⁾ S'agissant de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, il est renvoyé à l'observation particulière faite sous l'article 39.

Dans plusieurs de ses dispositions, l'arrêté en projet traite de la modification du programme, mais non de son "complément".

Afin de garantir l'uniformité de terminologie entre l'ordonnance et l'arrêté en projet qui a pour objet de pourvoir à l'exécution de celle-ci, et sous réserve des observations particulières faites ci-après sur les dispositions qui ont trait à la "modification" du programme, le texte en projet doit être revu afin de viser tant les "modifications" du programme que son "complément".

3. Plusieurs dispositions de l'arrêté en projet instaurent un régime de décision implicite. Il en va ainsi de l'article 9, § 1^{er}, de l'article 11, alinéa 2, et de l'article 13, § 1^{er}, alinéa 3, 2/, du projet d'arrêté ⁽²⁾.

La mise en oeuvre d'un tel régime a pour effet d'écarter l'application de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Ceci ne peut être admis que si une disposition de nature législative l'autorise.

Or, tel n'est pas le cas en l'espèce; au contraire, les articles 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9, alinéa 3 et 15, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 28 janvier 2010 impliquent des décisions expresses du Gouvernement.

Les dispositions précitées seront revues en conséquence.

4. Il est rappelé que les intitulés des subdivisions d'un texte réglementaire sont dépourvus de valeur réglementaire. Par conséquent, lorsque l'auteur du projet envisage de définir le champ d'application d'une subdivision de l'arrêté en projet, il ne peut se limiter à le mentionner dans l'intitulé de cette subdivision mais doit le définir dans le dispositif lui-même.

⁽²⁾ Il en va également ainsi de l'article 16, § 2, alinéa 2, de l'article 17, § 2, alinéa 2 et de l'article 18, § 2, alinéa 2, de l'arrêté en projet. Sur ces dispositions, il est toutefois renvoyé à l'observation particulière ci-après, relative aux articles 14, 16, 17 et 18.

L'arrêté en projet sera revu et complété en conséquence ⁽³⁾.

Observations particulières

Préambule

1. L'alinéa 1^{er} du préambule doit viser toutes les dispositions de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine à l'exécution desquelles l'arrêté en projet entend pourvoir, et ces dispositions uniquement.

L'alinéa 1^{er} du préambule doit donc viser l'article 2, 6/ et 7/, l'article 5, § 3, l'article 6, alinéa 2, l'article 9, alinéa 3, l'article 10, 2/, l'article 13, l'article 14, alinéa 1^{er}, l'article 15, alinéa 2, et l'article 16 de l'ordonnance du 28 janvier 2010.

Il visera également l'article 21 de cette même ordonnance, si le texte en projet est complété conformément à l'observation générale 1 ci-avant.

2. Concernant l'alinéa 2 du préambule, il n'est pas judicieux de mentionner, dans le préambule d'un arrêté, les modifications subies antérieurement par un acte que cet arrêté entend modifier ou abroger ⁽⁴⁾.

L'alinéa 2 sera revu de sorte qu'il ne mentionne plus les modifications subies antérieurement par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 février 1994 portant exécution de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers.

⁽³⁾ Sont ici essentiellement visées les sections 1^{ère}, 2, 3 et 4, du chapitre 2 de l'arrêté en projet, et les sections 2, 3 et 6 de son chapitre 6.

⁽⁴⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n° 30 et formule F 3-3.

Article 1^{er}

1. L'article 16, alinéas 1^{er} et 2, de l'ordonnance du 28 janvier 2010 dispose comme suit :

"Par l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire s'engage, en ce qui concerne les logements assimilés au logement social, à respecter les conditions d'accès, les règles d'attribution, de calcul de loyer, de durée d'occupation, ainsi que de tutelle de gestion, fixées par le Gouvernement.

Parmi les conditions d'accès, figurera un plafond de revenu qui ne peut être supérieur de plus de 20 pour cent par rapport à celui en vigueur dans le logement social".

Compte tenu spécialement de la règle de plafond fixée à l'article 16, alinéa 2, précité, il est indispensable que les notions de "ménage", de "revenus" et de "revenus du ménage" soient définies, dans le texte en projet, comme elles le sont en matière de logement social.

Ces notions doivent par conséquent être définies en des termes identiques à ceux employés, respectivement, à l'article 2, 6/, de l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement, ainsi qu'à l'article 2, 11/ et 12/, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 1996 organisant la location des habitations gérées par la Société du Logement de la Région bruxelloise ou par les sociétés immobilières de service public.

Il en va de même des notions employées dans les définitions qui figurent à ces dispositions législatives et réglementaires, et qui sont elles-mêmes définies dans l'ordonnance du 17 juillet 2003 ou l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 1996 précités ⁽⁵⁾.

L'article 1^{er} du projet doit être revu et adapté en conséquence ⁽⁶⁾.

⁽⁵⁾ Notamment les notions de "personne handicapée" ou de "personnes à charge".

⁽⁶⁾ Rien de s'oppose à ce que l'auteur du projet procède par référence plutôt que de recopier les mêmes définitions.

2. La notion de "mobilité douce" n'apparaît pas dans la suite du texte en projet.

Pareille définition sera donc omise.

Article 2

L'article 2 de l'arrêté en projet est rédigé comme suit :

"Art. 2. Le programme de revitalisation urbaine définit les opérations, parmi celles visées au Chapitre 2, qui seront mises en oeuvre dans les quatre ans de la date du début du programme, dans le cadre du développement durable et pour lesquelles le Gouvernement peut allouer une subvention".

Cette disposition entend définir l'objet du programme de revitalisation urbaine.

Or, cet objet résulte déjà, d'une part, de l'article 3 de l'ordonnance du 28 janvier 2010 qui définit les objectifs de la revitalisation urbaine et énumère les différentes opérations et actions de revitalisation, et, d'autre part, de l'article 5 de la même ordonnance, spécialement le paragraphe 2, qui décrit le contenu obligatoire du programme de revitalisation urbaine.

Comme le Conseil d'État l'a souvent rappelé, il n'appartient pas au Gouvernement de reproduire, dans un arrêté réglementaire, une règle déjà inscrite dans une disposition de nature législative. Il ne lui appartient pas non plus de paraphraser ou de résumer une telle règle.

En effet, pareil procédé peut induire en erreur sur la nature de la règle en question. Il laisse par ailleurs à penser qu'il est au pouvoir du Gouvernement de modifier cette règle alors que ce pouvoir appartient au seul législateur ⁽⁷⁾.

⁽⁷⁾ Par ailleurs, telle qu'elle est rédigée, la disposition laisserait apparaître qu'elle suffit à établir par la voie réglementaire un régime de subvention, autre que celui prévu par l'ordonnance, ce qui ne peut être admis.

En outre, il y a lieu d'avoir égard au fait que l'article 5, § 3, de l'ordonnance du 28 janvier 2010 habilite seulement le Gouvernement à déterminer les "modalités d'établissement, de procédure et d'approbation du programme", et non son contenu.

Par conséquent, l'article 2 de l'arrêté en projet doit être omis.

Article 3

1. Tel qu'il est rédigé, le paragraphe 1^{er} de l'article 3 du projet a pour objet d'énumérer ou de préciser les objets du programme de revitalisation urbaine en ce qui concerne les opérations immobilières relatives aux logements, aux infrastructures de proximité et aux "espaces commerciaux ou productifs".

Comme mentionné sous l'article 2, il n'appartient pas au Gouvernement bruxellois de définir ou de préciser, dans un arrêté réglementaire, l'objet et le contenu du programme de revitalisation urbaine.

En revanche, conformément à l'article 9, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 28 janvier 2010, il lui appartient de "précise[r] la nature et l'objet des actions et travaux susceptibles d'être subventionnés".

À lire l'ensemble de l'article 3 du projet, il semble qu'en réalité, cette disposition n'entende pas tant préciser l'objet et le contenu du programme de revitalisation urbaine que définir la nature et l'objet des actions et travaux qui peuvent faire l'objet de subventions.

L'article 3 doit être revu et rédigé de sorte qu'il apparaisse sans ambiguïté que tel est effectivement son seul objet.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour les articles 4, 5 et 6 du projet d'arrêté.

2. L'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 2/, du projet permet de subventionner les "acquisitions de droits réels", sans opérer de distinction selon l'objet de l'opération immobilière.

Ce faisant, cette disposition perd de vue que, pour ce qui concerne les opérations immobilières visées à l'article 3, § 1^{er}, du projet, l'ordonnance du 28 janvier 2010 n'envisage l'acquisition de droits réels autres que le droit de propriété que pour ce qui concerne les opérations qui portent sur du logement.

Le texte en projet sera revu afin de tenir compte de la distinction que l'article 3, § 2, 1/, et § 3, de l'ordonnance du 28 janvier 2010 opère entre les opérations immobilières qui n'ont pas trait au logement, et celles qui y ont trait.

Article 6

Outre ce qui a été observé sous l'article 3, l'article 6 de l'arrêté en projet est sujet à critique pour le motif suivant.

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, de cette disposition qui a trait aux opérations visant à améliorer le qualité environnementale du périmètre, est ainsi rédigé :

"Le cas échéant, ces opérations, actes et travaux sont menés avec des partenaires publics ou privés".

Cet alinéa rappelle la teneur de l'article 3, § 7, de l'ordonnance du 28 janvier 2010, tout en omettant toutefois de mentionner la collaboration avec des "partenaires associatifs", collaboration pourtant prévue par l'ordonnance.

Comme déjà mentionné ci-avant, il n'appartient pas au Gouvernement de reproduire, dans un arrêté réglementaire, une règle déjà inscrite dans une disposition de nature législative. Il ne lui appartient pas non plus de paraphraser ou de résumer une telle règle, ni, *a fortiori*, d'en restreindre la portée ou de la modifier.

L'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} de l'article 6 du projet sera donc omis.

.../...

Article 7

Contrairement aux frais exposés par une commune pour l'élaboration d'un programme de revitalisation confiée à un auteur de projet externe ⁽⁸⁾, aucune disposition de l'ordonnance du 28 janvier 2010 ne permet au Gouvernement d'octroyer des subventions aux communes ni pour les "frais de personnel à charge de la commune pour la coordination des opérations [de revitalisation urbaine]", ni pour les "frais liés aux activités de participation déléguées à des prestataires externes dans le cadre de l'exécution du programme".

L'article 7 de l'arrêté en projet méconnaît donc l'ordonnance du 28 janvier 2010 puisqu'il entend précisément régler l'octroi de subventions en vue de couvrir de tels frais.

Cette disposition sera omise.

Article 8

1. L'arrêté en projet doit être complété afin de préciser l'objectif et le contenu minimal de l'"étude urbanistique, socio-économique et environnementale du périmètre éligible" requise par l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté en projet.

2. L'article 8, § 3, du projet d'arrêté paraphrase l'article 5, § 1^{er}, de l'ordonnance du 28 janvier 2010, tout en omettant de mentionner la possibilité de dérogation, en terme de délai, offerte par l'alinéa 2 de cette disposition législative.

Pour les motifs déjà évoqués sous les articles 2, 3 et 6, un tel procédé ne peut être admis.

⁽⁸⁾ Voir l'article 10, 2/, et l'article 13, de l'ordonnance du 28 janvier 2010.

L'article 8, § 3, de l'arrêté en projet se limitera donc à prévoir que le projet de programme de revitalisation urbaine adopté par le conseil communal est transmis en trois exemplaires au Gouvernement ou au ministre compétent.

Article 10

1. Contrairement aux frais exposés par une commune pour l'élaboration d'un programme de revitalisation confiée à un auteur de projet externe ⁽⁹⁾, aucune disposition de l'ordonnance du 28 janvier 2010 ne permet au Gouvernement d'octroyer des subventions aux communes pour les prestations externalisées en vue de la modification éventuelle du programme ou de son suivi.

L'article 10 de l'arrêté en projet méconnaît donc l'ordonnance du 28 janvier 2010 dans la mesure où il entend régler l'octroi de subventions en vue de la modification éventuelle du programme ou de son suivi.

Cette disposition doit être revue de sorte qu'elle vise uniquement l'octroi de subventions pour l'élaboration du programme.

2. Conformément à l'article 13, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 28 janvier 2010, il appartient au Gouvernement de fixer le plafond de la subvention qui peut être octroyée pour financer l'élaboration d'un programme de revitalisation confiée à un auteur de projet externe.

La disposition à l'examen sera complétée en conséquence.

⁽⁹⁾ Voir l'article 10, 2/, et l'article 13, de l'ordonnance du 28 janvier 2010.

Article 11

L'article 11 de l'arrêté en projet est libellé comme suit :

"Art. 11. Conformément à l'article 9, alinéa 3, de l'ordonnance, le conseil communal peut modifier le programme de revitalisation urbaine, sous réserve de ce que cette modification soit approuvée par le Ministre au cours de la deuxième année à compter de la date de début du programme.

Le Ministre statue dans les trente jours à compter de la demande. À défaut, l'approbation est réputée refusée".

Outre l'observation générale 3, cette disposition appelle l'observation suivante.

L'article 9, alinéa 3, de l'ordonnance du 28 janvier 2010 dispose comme suit :

"[...] les opérations qui ne sont pas reprises dans le programme quadriennal et qui étaient imprévisibles lors de l'élaboration de celui-ci, peuvent bénéficier de subventions. À cette fin, le Gouvernement peut consentir une modification ou un complément au programme, selon les modalités qu'il fixe".

L'article 11, alinéa 1^{er}, du projet a pour effet de restreindre les possibilités de modification ou de complément du programme de revitalisation aux seules opérations imprévisibles lors de l'élaboration de celui-ci, qui seraient susceptibles d'être approuvées par le Ministre au cours de la deuxième année à compter de la date du début du programme.

Cette restriction n'est nullement prévue par l'article 9, alinéa 3, de l'ordonnance du 28 janvier 2010, laquelle disposition habilite seulement le Gouvernement à fixer les modalités de la modification ou du complément apporté au programme original, et ne lui permet pas de réduire la portée de la règle qu'elle prévoit.

En ce que l'article 11, alinéa 1^{er}, du projet comporte la limite dans le temps décrite ci-avant, il dépasse l'habilitation conférée au Gouvernement par l'article 9, alinéa 3, de l'ordonnance du 28 janvier 2010 et méconnaît cette disposition législative.

Cette restriction doit par conséquent être omise.

.../...

Article 12

L'article 12 de l'arrêté en projet prévoit que :

"Le Gouvernement conclut avec chaque bénéficiaire autre que la commune ou le C.P.A.S. une convention définissant les droits et obligations respectifs des parties".

Cette disposition doit être mise en rapport avec l'article 8, § 2, de l'ordonnance du 28 janvier 2010, qui dispose comme suit :

"Si des bénéficiaires autres que la commune interviennent dans le programme quadriennal, le Gouvernement conclut une convention tripartite avec la commune et chaque autre bénéficiaire, tel que visé à l'article 2, 14/, afin de définir les droits et obligations de chacune des parties ainsi que le mécanisme de contrôle de la subvention, de sa révision et de remboursement de l'éventuelle surcompensation".

L'article 12 de l'arrêté en projet rappelle la teneur de cette disposition, à deux différences près.

Ainsi, d'une part, alors que l'article 8, § 2, de l'ordonnance du 28 janvier 2010 impose la conclusion d'une convention tripartite entre le Gouvernement, la commune et chaque bénéficiaire autre que la commune, l'article 12 du projet d'arrêté, tel qu'il est rédigé, implique la conclusion d'une convention bipartite entre le Gouvernement et le bénéficiaire.

D'autre part, alors que l'article 8, § 2, de l'ordonnance du 28 janvier 2010 impose la conclusion d'une convention si des bénéficiaires "autres que la commune" interviennent dans le programme de revitalisation urbaine, l'article 12 du projet d'arrêté implique la conclusion d'une convention avec chaque bénéficiaire "autre que la commune ou le C.P.A.S."

Comme déjà exposé ci-avant, il n'appartient pas au Gouvernement de reproduire, dans un arrêté réglementaire, une règle déjà inscrite dans une disposition de nature législative.

A fortiori, il ne lui appartient en aucun cas de modifier cette règle.

.../...

L'article 12 sera omis et l'article 24 revu en conséquence.

Article 13

1. L'auteur du projet veillera à éviter les doubles emplois entre le mécanisme d'approbation mis en place par l'article 13 du projet et celui mis en place par son article 37. À cette fin, les champs d'application *ratione materiae* et *ratione temporis* de ces deux mécanismes seront clairement précisés par l'arrêté en projet qui sera complété en conséquence.

2. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 1/, l'on précisera la notion d'"abords".

3. De manière générale, dans la disposition en projet, il conviendrait de ne pas viser la cession de "biens" mais la cession de "droits réels".

4. L'article 13, § 3, 3/, en projet, ne peut prévoir la stipulation d'un droit de préemption au profit du cédant ou de la Région.

En effet, il ressort de l'article 14 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, combiné avec l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, que la Région de Bruxelles-Capitale ne peut instaurer de droit de préemption que par la voie d'une ordonnance ⁽¹⁰⁾, ce à quoi le législateur bruxellois a procédé par l'adoption de l'ordonnance du 18 juillet 2002 relative au droit de préemption, devenue le Titre VII du CoBAT.

L'article 13, § 3, 3/, sera omis et l'article 13, § 1^{er}, alinéa 3, 2/, revu en conséquence.

⁽¹⁰⁾ Pour une observation similaire, voir l'avis 22.946/8, donné le 7 décembre 1993, par la section de législation du Conseil d'État sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 février 1994 portant exécution de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers.

Articles 14, 16, 17 et 18

Les articles 14, 16, 17 et 18 de l'arrêté en projet instaurent une procédure d'approbation pour différents volets du programme quadriennal de revitalisation urbaine.

L'ordonnance du 28 janvier 2010 ne permet pas d'organiser une telle procédure. Elle ne connaît que la procédure relative à l'adoption du programme et à sa modification éventuelle, dans certaines hypothèses.

Les articles 14 et 16 à 18 sont donc dépourvus de fondement juridique et doivent être omis ⁽¹¹⁾.

Article 19

1. S'agissant de l'alinéa 1^{er} de l'article 19 du projet, la section de législation n'aperçoit pas quelle est la portée exacte de l'obligation faite au bénéficiaire de respecter le plan financier de réalisation des opérations, visé à l'article 5, § 2, 8/, de l'ordonnance du 28 janvier 2010, ni ce que cette obligation entend précisément ajouter à l'article 5, § 2, 8/, précité, duquel il résulte que le "plan financier de l'opération globale établi sur six ans" est obligatoirement inclus dans le programme de revitalisation urbaine soumis à l'approbation du Gouvernement.

2. Quant à l'alinéa 2 de l'article 19 à l'examen, il est rédigé comme suit :

"Toutefois, le Ministre ou son délégué peut autoriser le bénéficiaire à modifier ledit plan financier, notamment par le report d'opérations d'une année sur l'autre".

Cette disposition est sujette à critique, pour les raisons suivantes.

Selon l'article 5, § 2, 8/, de l'ordonnance du 28 janvier 2010, le programme de revitalisation urbaine "comporte obligatoirement [...] le plan financier de l'opération globale établi sur six ans".

⁽¹¹⁾ Pour une observation similaire, voir l'avis 22.946/8 précité.

Il en résulte que ce plan financier fait partie intégrante du programme de revitalisation urbaine.

Par conséquent, la modification du plan financier est une modification du programme de revitalisation urbaine. Or, l'ordonnance du 28 janvier 2010 n'autorise la modification du programme qu'aux fins de tenir compte d'opérations qui étaient imprévisibles lors de l'élaboration de celui-ci ⁽¹²⁾, ainsi que dans l'hypothèse visée à l'article 5, § 2, 3/, de l'ordonnance du 28 janvier 2010 ⁽¹³⁾.

La modification prévue par l'article 19, alinéa 2 n'entre pas dans ces prévisions car cet alinéa est dépourvu de fondement juridique.

3. Il résulte de ce qui précède que l'article 19 sera omis.

Article 21

Pour les motifs invoqués à l'observation 1 faite sous l'article 10, l'ordonnance du 28 janvier 2010 ne permet pas au Gouvernement d'octroyer des subventions pour les "prestations externes" concernant les modifications qui seraient apportées aux programmes de revitalisation urbaine.

L'article 21 du projet, qui entend régler la liquidation de telles subventions, doit par conséquent être omis.

⁽¹²⁾ Voir l'article 9, alinéa 3, de l'ordonnance du 28 janvier 2010.

⁽¹³⁾ Selon cette disposition, "en cas de nécessité, [la liste des immeubles concernés par le programme ainsi que, s'ils sont occupés, la liste des occupants] peuvent être modifiées en cours d'opération".

Article 22

L'article 22, § 2, de l'arrêté en projet n'envisage pas l'hypothèse de la constitution d'un droit de superficie, pourtant envisagée au paragraphe 1^{er} du même article, et par ailleurs expressément visée, en ce qui concerne le logement, à l'article 3, § 2, 2/ et § 3, 2/ et 3/, de l'ordonnance du 28 janvier 2010.

L'article 22, § 2, sera revu et complété en conséquence.

Article 23

L'article 23 de l'arrêté en projet a trait aux opérations destinées à requalifier l'espace public.

Selon l'article 3, § 2, 2/, de l'ordonnance du 28 janvier 2010, la revitalisation urbaine est réalisée notamment au moyens d'"opérations destinées à requalifier les espaces publics [...] moyennant l'accord du ou des propriétaires concernés ou la constitution d'un droit réel sur les biens privés".

Tel qu'il est rédigé, l'article 23 n'envisage pas l'hypothèse dans laquelle les opérations destinées à requalifier l'espace public seraient effectuées par la constitution d'un droit réel autre que la pleine propriété ou la constitution d'une emphytéose ⁽¹⁴⁾.

L'article 23 doit être revu et complété en conséquence.

Article 27

Il résulte de l'article 6, alinéa 2, de l'ordonnance du 28 janvier 2010, qu'il incombe au Gouvernement de fixer les règles générales de fonctionnement des commissions de quartier.

⁽¹⁴⁾ N'est notamment pas envisagée la constitution d'un droit de superficie, pourtant envisagée à l'article 4, § 2, de l'arrêté en projet.

Le Gouvernement ne peut donc se limiter, comme l'envisage pourtant la disposition à l'examen, à charger la commission de quartier de fixer elle-même les modalités de son fonctionnement et celles de convocation de ses membres, à travers l'adoption de son règlement d'ordre intérieur.

La disposition à l'examen sera complétée en conséquence ⁽¹⁵⁾.

Article 28

L'article 28, 3/, de l'arrêté en projet impose la réunion de l'"assemblée générale de quartier" "à l'issue de la procédure de publicité prévue aux articles 150, alinéas 2 et 3 et 151 du COBAT".

Le renvoi ainsi opéré aux seuls alinéas 2 et 3 de l'article 150 du CoBAT pose problème.

En effet, d'une part, l'article 6, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 28 janvier 2010 soumet le projet de programme de revitalisation urbaine aux mesures particulières de publicité visées "aux articles 150 et 151 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire", sans limiter ce renvoi aux seuls alinéas 2 et 3 de l'article 150 du Code.

D'autre part, le principe même de la réalisation d'une enquête publique au titre de mesure particulière de publicité est prévu par l'article 150, alinéa 1^{er}, du CoBAT. Le renvoi opéré par le texte en projet aux seuls alinéas 2 et 3 de l'article 150 est donc dépourvu de sens.

Le texte en projet sera revu de sorte qu'il se réfère aux articles 150 et 151 du CoBAT, sans distinction d'alinéas au sein de ces dispositions.

⁽¹⁵⁾ Voir, dans un sens similaire, l'avis 31.337/4, donné le 25 juin 2001, par la section de législation du Conseil d'État sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 septembre 2001 modifiant l'arrêté du 3 février 1994 portant exécution de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers.

La même observation vaut pour les articles 29, 4/, et 30 du projet d'arrêté.

Article 34

L'article 34 du projet entend imposer aux bénéficiaires des subventions régionales de prendre, dans l'attente de la réalisation des opérations programmées, toutes les mesures utiles à la bonne conservation des biens concernés.

Aucune disposition de l'ordonnance du 28 janvier 2010 ⁽¹⁶⁾ n'habilite le Gouvernement à imposer une obligation aux bénéficiaires des subventions qui a cet objet et qui revêt un caractère aussi large.

L'article 34 est donc dépourvu de fondement juridique.

Il sera omis.

Article 35

1. Concernant l'article 35, 1/, a), il est renvoyé aux observations faites ci-avant, sous l'article 1^{er}.

2. La seule règle d'attribution des logements fixée par l'arrêté en projet réside dans la priorité consentie par l'article 35, 1/, b), à l'examen, qui reprend l'exigence imposée par l'article 16, alinéa 3, de l'ordonnance du 28 janvier 2010.

Pour le surplus, l'arrêté en projet est en défaut de fixer "les règles d'attribution" dont la détermination a été confiée par le législateur au Gouvernement, conformément à l'article 16, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 28 janvier 2010.

L'arrêté en projet doit être complété afin de fixer ces règles.

⁽¹⁶⁾ Spécialement pas les articles 15 à 18 de l'ordonnance, qui en composent le chapitre V intitulé "Obligations à charge du bénéficiaire de subventions".

3. L'habilitation faite au Ministre par l'article 35, 4/, b), de l'arrêté en projet, est excessivement large.

Le texte en projet doit être complété afin de préciser le type de motifs pour lesquels les dérogations envisagées peuvent être octroyées ⁽¹⁷⁾ ⁽¹⁸⁾.

L'habilitation faite au Ministre par l'article 36, 3/, *in fine*, de l'arrêté en projet, appelle la même observation.

Article 37

L'article 15 de l'ordonnance du 28 janvier 2010 dispose comme suit :

"Sans l'accord préalable et exprès du Gouvernement, le bénéficiaire ne peut aliéner des droits réels sur les biens qui, dans le cadre d'une opération de revitalisation d'un périmètre, ont fait l'objet d'une subvention.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application de la présente disposition, en consacrant le principe du réinvestissement du produit de ces aliénations dans une opération visée à l'article 3".

Au regard de cette disposition, l'article 37 appelle les observations suivantes.

1. À l'alinéa 1^{er} de l'article 37 de l'arrêté en projet, conformément à l'article 15, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 28 janvier 2010, il convient de viser non pas l'aliénation de biens qui ont fait l'objet d'une subvention, mais l'aliénation de "droits réels" dont l'acquisition ou la constitution a fait l'objet d'une telle subvention.

⁽¹⁷⁾ Voir en ce sens une observation faite dans l'avis 31.337/4 précité.

⁽¹⁸⁾ En tout état de cause, il convient aussi de rappeler que ce pouvoir de dérogation ne peut s'exercer que dans la mesure où la dérogation qui serait consentie ne porterait pas atteinte aux règles fixées par le législateur lui-même à l'article 16, alinéas 2 et 3, de l'ordonnance du 28 janvier 2010, en matière de plafond de revenu et de priorité d'attribution.

2. En ce qui concerne les "modalités" que l'article 15, alinéa 2, de l'ordonnance du 28 janvier 2010 charge le Gouvernement de déterminer, la disposition à l'examen se borne à prévoir que le "projet de compromis" doit être transmis au Ministre, et que "le produit de l'aliénation est réinvesti dans des opérations de revitalisation urbaine".

Ces seules "modalités" sont insuffisantes pour pourvoir de manière complète à l'exécution de l'article 15, alinéa 2, de l'ordonnance du 28 janvier 2010, et garantir la sécurité juridique.

Il conviendrait de compléter le texte en projet de sorte qu'il précise à tout le moins selon quelles modalités le principe de réinvestissement sera mis en oeuvre et de la sorte soumis à l'approbation du Ministre. Le projet sera également complété afin de préciser la procédure et les délais selon lesquels le Ministre marque son accord préalable et exprès.

L'arrêté en projet sera revu et complété en conséquence.

Article 38

L'article 38 du projet d'arrêté, qui figure au chapitre 9 de celui-ci intitulé "Dispositions transitoires et finales", est rédigé comme suit :

"À l'échéance du programme, un nouveau programme peut être mis en oeuvre dans le même périmètre ou partie de celui-ci, conformément aux règles prévues par l'ordonnance et le présent arrêté".

Des termes de cette disposition, il apparaît que celle-ci ne constitue pas à proprement parler une disposition "transitoire" ni une disposition "finale", mais entend, en réalité, régler la procédure d'adoption d'un programme de revitalisation urbaine qui fait suite à un programme précédent.

Cette disposition, telle qu'elle est rédigée, pose la difficulté suivante.

Selon les termes même de l'article 38 du projet, le nouveau programme envisagé pourra être mis en oeuvre "dans le même périmètre [que le programme précédent] ou partie de celui-ci".

Il en résulte qu'un programme nouveau pourra succéder à un précédent, à l'échéance de celui-ci, sans que le Gouvernement détermine préalablement un nouveau périmètre éligible, ni même que le Gouvernement se soit prononcé sur le maintien, total ou partiel, du périmètre éligible en fonction duquel le programme précédent a été établi et réalisé.

Un tel système n'est pas admissible au regard des articles 4 et 5 de l'ordonnance du 28 janvier 2010, qui disposent comme suit :

"Art. 4. Le Gouvernement détermine, au sein de la zone de revitalisation urbaine, les périmètres éligibles au subventionnement. Il notifie à la commune la décision d'inscription d'un périmètre éligible sur son territoire.

Art. 5. § 1^{er}. Après adoption par le conseil communal et au plus tard le dernier jour du dixième mois suivant la notification visée à l'article 4, la commune soumet à l'approbation du Gouvernement un programme quadriennal de revitalisation urbaine.

Le Gouvernement ou le Ministre peut consentir, à titre exceptionnel, un allongement de ce délai selon les modalités qu'il fixe".

Il suit de ces dispositions que l'adoption d'un programme de revitalisation urbaine fait nécessairement suite à la détermination, par le Gouvernement, de périmètres éligibles au sein de la zone de revitalisation urbaine - ce qui n'était pas le cas sous l'empire de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation urbaine des quartiers ⁽¹⁹⁾.

Ceci résulte plus spécialement de l'article 5, § 1^{er}, de l'ordonnance du 28 janvier 2010, qui impose à la commune de soumettre le programme quadriennal à l'approbation du Gouvernement au plus tard le dernier jour du dixième mois suivant la notification du périmètre éligible par le Gouvernement à la commune, ce délai ne pouvant être allongé qu'à titre exceptionnel.

⁽¹⁹⁾ Comparez les articles 4 et 5 de l'ordonnance du 28 janvier 2010 avec les articles 4 et 5 de l'ordonnance du 7 octobre 1993.

Par conséquent, dès lors que l'article 38 du projet permet qu'un programme nouveau succède à un précédent, à l'échéance de celui-ci et sans que le Gouvernement se soit à tout le moins prononcé sur le maintien, total ou partiel, du périmètre éligible en fonction duquel le programme précédent a été établi et réalisé, ledit article 38 méconnaît les dispositions précitées de l'ordonnance du 28 janvier 2010.

Le texte en projet sera réexaminé à la lumière de cette observation.

Article 39

L'article 39 habilite le Ministre à fixer la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

Telle qu'elle est rédigée, la disposition ne contient cependant aucun terme à l'issue duquel l'arrêté du Gouvernement entrerait en vigueur.

La disposition doit être complétée en ce sens de sorte que le ministre ne pourra donc tenir indéfiniment en suspens l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, qui émane du Gouvernement ⁽²⁰⁾.

Ceci étant, cette observation est formulée sous réserve de l'observation générale 1.

L'article 39 sera revu à la lumière de cette observation.

⁽²⁰⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 154.1.2 et formules F 4-5-2-2 et F 4-5-2-3.

Observation finale

Si l'ordonnance du 28 janvier 2010 ne comporte aucune disposition prévoyant expressément l'abrogation de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers, il n'en demeure pas moins que, tant eu égard à son dispositif, que dans l'intention du législateur exprimée lors des travaux préparatoires ⁽²¹⁾, l'ordonnance du 28 janvier 2010 a incontestablement pour effet d'abroger -implicitement- l'ordonnance du 7 octobre 1993.

Par conséquent, l'arrêté en projet, qui a pour objet de pourvoir à l'exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010, sera complété par une disposition ayant pour objet d'abroger l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 février 1994 portant exécution de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers.

⁽²¹⁾ Voir *Doc. parl.*, Parl. R.B.C., 2007-2008, n/A-501/1, p. 4.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.859/4
VAN 15 MAART 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 15 februari 2010 door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Stadsvernieuwing verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. De ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering (hierna te noemen de "ordonnantie van 28 januari 2010") bepaalt in artikel 21 dat ze in werking treedt op de datum die door de regering wordt bepaald.

Het ontworpen besluit bevat geen enkele bepaling die deze datum vaststelt.

De steller van het ontwerp mag niet uit het oog verliezen dat de datum van inwerkingtreding van de ordonnantie van 28 januari 2010 moet worden bepaald en dat men zich er ook van moet vergewissen dat het ontworpen besluit niet in werking treedt vóór de datum van inwerkingtreding van de ordonnantie.

Te dien einde zou het ontworpen besluit kunnen worden aangevuld met een bepaling die voorschrijft dat de ordonnantie van 28 januari 2010 in werking treedt op de datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit ⁽¹⁾.

2. Artikel 9, derde lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010 bepaalt dat de regering een wijziging of een aanvulling van het programma [inzake stadsherwaardering] kan toestaan opdat de projecten die niet in het vierjarenprogramma

⁽¹⁾ In verband met de datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit wordt verwezen naar de bijzondere opmerking bij artikel 39.

zijn opgenomen en die bij de opstelling ervan niet konden worden voorzien, voor de subsidie die deze ordonnantie voorschrijft in aanmerking kunnen komen.

In verschillende bepalingen ervan handelt het ontworpen besluit over de wijziging van het programma, maar niet over de "aanvulling" ervan.

Om te zorgen voor een eenvormige terminologie in de ordonnantie en in het ontworpen besluit, dat tot doel heeft te voorzien in de uitvoering ervan, en onder voorbehoud van de bijzondere opmerkingen die hierna worden gemaakt over de bepalingen die betrekking hebben op de "wijziging" van het programma, moet de ontworpen tekst worden herzien opdat zowel van de "wijzigingen" van het programma als van de "aanvulling" ervan sprake is.

3. Verschillende bepalingen van het ontworpen besluit voeren een stelsel van impliciete beslissing in. Dit is het geval met artikel 9, § 1, artikel 11, tweede lid, en artikel 13, § 1, derde lid, 2/, van het ontwerp van besluit ⁽²⁾.

Het opzetten van zo'n stelsel heeft tot gevolg dat de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen niet wordt toegepast.

Dit kan alleen worden aanvaard indien een wetgevende bepaling het toestaat.

Dit is in casu evenwel niet het geval; integendeel, de artikelen 5, § 1, eerste lid, 9, derde lid, en 15, eerste lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010 houden uitdrukkelijke beslissingen van de regering in.

De voormelde bepalingen moeten dienovereenkomstig worden herzien.

⁽²⁾ Dit geldt eveneens voor artikel 16, § 2, tweede lid, artikel 17, § 2, tweede lid, en artikel 18, § 2, tweede lid, van het ontworpen besluit. Wat deze bepalingen betreft, wordt evenwel verwezen naar de bijzondere opmerking hierna, betreffende de artikelen 14, 16, 17 en 18.

4. Er wordt aan herinnerd dat opschriften van onderverdelingen van een verordeningstekst geen verordenende waarde hebben. Bijgevolg, wanneer de steller van het ontwerp van zins is het toepassingsgebied van een onderverdeling van het ontworpen besluit te omschrijven, mag hij er zich niet toe beperken het te vermelden in het opschrift van deze onderverdeling, maar moet hij het in het dispositief zelf omschrijven.

Het ontworpen besluit moet dienovereenkomstig worden herzien en aangevuld ⁽³⁾.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid van de aanhef moet worden verwezen naar alle bepalingen van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering waarvan het ontworpen besluit de uitvoering beoogt, en alleen naar deze bepalingen.

Het eerste lid van de aanhef moet dus verwijzen naar artikel 2, 6/ en 7/, artikel 5, § 3, artikel 6, tweede lid, artikel 9, derde lid, artikel 10, 2/, artikel 13, artikel 14, eerste lid, artikel 15, tweede lid, en artikel 16 van de ordonnantie van 28 januari 2010.

Het moet eveneens verwijzen naar artikel 21 van diezelfde ordonnantie, indien de ontworpen tekst wordt aangevuld overeenkomstig algemene opmerking 1 hierboven.

2. Wat het tweede lid van de aanhef betreft, is het niet zinvol in de aanhef van een besluit de wijzigingen te vermelden die vroeger aangebracht zijn in een regeling waarvan dit besluit de wijziging of opheffing beoogt ⁽⁴⁾.

⁽³⁾ Hier worden hoofdzakelijk de afdelingen 1, 2, 3 en 4 van hoofdstuk 2 van het ontworpen besluit bedoeld, en de afdelingen 2, 3 en 6 van hoofdstuk 6 ervan.

⁽⁴⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 30 en formule F 3-3.

Het tweede lid moet worden herzien opdat daarin niet meer de wijzigingen worden vermeld die vroeger aangebracht zijn in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 februari 1994 tot uitvoering van de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken.

Artikel 1

1. Artikel 16, eerste en tweede lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010 bepaalt het volgende :

"Door de subsidie te aanvaarden, verbindt de begunstigde zich ertoe om, voor de met sociale woningen gelijkgestelde woningen, de door de Regering vastgestelde toegangsvoorwaarden, toekenningscriteria, berekening van de huurprijs, duur van de bewoning en beheerstoezicht na te leven.

Een van de toegangsvoorwaarden is een inkomensgrens die de inkomensgrens die geldt voor sociale woningen met niet meer dan 20 procent mag overschrijden".

Inzonderheid gelet op de regel van de inkomensgrens vastgesteld bij het voornoemde artikel 16, tweede lid, is het noodzakelijk dat de begrippen "gezin", "inkomsten" en "gezinsinkomsten" in de ontworpen tekst worden omschreven zoals in verband met sociale woningen.

Deze begrippen moeten bijgevolg worden omschreven in dezelfde bewoordingen als die welke respectievelijk worden gebezigd in artikel 2, 6/, van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode, alsook in artikel 2, 11/ en 12/, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 1996 houdende de regeling van de verhuur van woningen die beheerd worden door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of door de openbare vastgoedmaatschappijen.

Hetzelfde geldt voor de begrippen gebruikt in de definities uit deze wetgevende en reglementaire bepalingen, en die zelf omschreven worden in de voormelde ordonnantie van 17 juli 1993 of in het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 1996 ⁽⁵⁾.

Artikel 1 van het ontwerp behoort dienovereenkomstig te worden herzien en aangepast ⁽⁶⁾.

2. Het begrip "zachte mobiliteit" komt in het vervolg van de tekst niet voor.

Zo'n definitie dient dus te vervallen.

Artikel 2

Artikel 2 van het ontworpen besluit is als volgt gesteld :

"Art. 2. Het programma voor stedelijke herwaardering bepaalt welke operaties, van deze welke in Hoofdstuk 2 worden bedoeld en voor dewelke de Regering een toelage kan toekennen, in het kader van de duurzame ontwikkeling zullen worden uitgewerkt tijdens de vier jaar na de begindatum van het programma".

Deze bepaling wil het onderwerp aangeven van het programma voor stedelijke herwaardering.

Dit onderwerp vloeit echter reeds voort uit, enerzijds, artikel 3 van de ordonnantie van 28 januari 2010, dat de doelstellingen van de "stedelijke herwaardering" (lees : stadsherwaardering) omschrijft en de verschillende projecten en handelingen met het oog op de herwaardering opsomt, en anderzijds artikel 5 van dezelfde ordonnantie, inzonderheid paragraaf 2 ervan, die omschrijft wat het programma van stadsherwaardering moet bevatten.

⁽⁵⁾ Inzonderheid de begrippen "gehandicapte" of "personen ten laste".

⁽⁶⁾ Niets belet de steller van het ontwerp te werken met verwijzingen, veeleer dan dezelfde definities over te nemen.

Zoals de Raad van State er reeds vaak op heeft gewezen, staat het niet aan de regering om in een verordeningsbesluit een regel over te nemen die reeds is opgenomen in een bepaling van wetgevende aard. Ze mag evenmin zo'n regel parafraseren of samenvatten.

Een zodanige werkwijze kan immers verwarring doen ontstaan omtrent de aard van de desbetreffende regel. Ze kan bovendien de indruk wekken dat de regering die regel vermog te wijzigen, terwijl die bevoegdheid uitsluitend aan de wetgever toekomt ⁽⁷⁾.

Bovendien moet men er eveneens oog voor hebben dat artikel 5, § 3, van de ordonnantie van 28 januari 2010 de regering alleen machtigt om de "regels voor de opmaak, de procedure en de goedkeuring van het programma" te bepalen, en niet de inhoud ervan.

Bijgevolg dient artikel 2 van het ontworpen besluit te vervallen.

Artikel 3

1. In de huidige lezing van paragraaf 1 van artikel 3 van het ontwerp wordt een opsomming of verduidelijking gegeven van de onderwerpen van het programma voor stadsherwaardering wat betreft vastgoedoperaties voor woningen, buurtinfrastructuur en "handels- en productieve ruimten".

Zoals vermeld onder artikel 2, staat het niet aan de Brusselse regering om in een verordeningsbesluit het onderwerp en de inhoud van het programma voor stadsherwaardering te omschrijven of te verduidelijken.

Het komt haar daarentegen wel toe, overeenkomstig artikel 9, eerste lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010, om "de aard en het doel van de handelingen en werken die in aanmerking kunnen komen voor subsidiëring (te) verduidelijk[en]".

⁽⁷⁾ Daarenboven zou zoals deze bepaling gesteld is, daaruit kunnen worden opgemaakt dat ze volstaat om via een verordening een subsidieregeling in te voeren, los van die bepaald door de ordonnantie, hetgeen ongeoorloofd is.

Als men artikel 3 van het ontwerp in zijn geheel leest, lijkt deze bepaling in werkelijkheid niet zozeer het onderwerp en de inhoud van het programma voor stadsherwaardering te willen verduidelijken, als wel de aard en het onderwerp van de handelingen en werkzaamheden die voor subsidiëring in aanmerking kunnen komen, te willen omschrijven.

Artikel 3 moet worden herzien en zo worden opgesteld dat klaar en duidelijk blijkt dat dit inderdaad het enige onderwerp ervan is.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de artikelen 4, 5 en 6 van het ontwerp van besluit.

2. Op grond van artikel 3, § 2, eerste lid, 2/, van het ontwerp kan de "verwerving van zakelijke rechten" worden gesubsidieerd zonder een onderscheid te maken naar gelang van het doel van de vastgoedoperatie.

Aldus wordt er in deze bepaling aan voorbijgegaan dat voor de vastgoedoperaties genoemd in artikel 3, § 1, van het ontwerp, de ordonnantie van 28 januari 2010 het verkrijgen van andere zakelijke rechten dan het eigendomsrecht alleen in uitzicht stelt voor operaties die verband houden met huisvesting.

De ontworpen tekst moet worden herzien om rekening te houden met het onderscheid dat in artikel 3, § 2, 1/, en § 3, van de ordonnantie van 28 januari 2010 wordt gemaakt tussen vastgoedprojecten die geen verband houden met huisvesting, en die welke daar wel verband mee houden.

Artikel 6

Ongerekend hetgeen is opgemerkt onder artikel 3, is artikel 6 van het ontworpen besluit vatbaar voor kritiek om de volgende reden.

Paragraaf 1, tweede lid, van deze bepaling, die verband houdt met operaties ter verbetering van de milieukwaliteit van de perimeter, luidt als volgt :

"Desgevallend worden deze operaties, handelingen en werken met openbare of privépartners uitgevoerd".

Dit lid memoreert de inhoud van artikel 3, § 7, van de ordonnantie van 28 januari 2010, waarbij evenwel verzuimd wordt melding te maken van de samenwerking met "uit verenigingen afkomstige partners", waarin de ordonnantie nochtans voorziet.

Zoals hierboven reeds vermeld, staat het niet aan de regering om in een verordeningbesluit een regel over te nemen die reeds vervat ligt in een bepaling van wetgevende aard. Het komt de regering evenmin toe een zodanige regel te parafraseren of samen te vatten, laat staan de strekking ervan te beperken of hem te wijzigen.

Het tweede lid van paragraaf 1 van artikel 6 van het ontwerp moet vervallen.

Artikel 7

In tegenstelling tot de kosten die een gemeente maakt voor het ontwerpen van een herwaarderingsprogramma toegewezen aan een externe projectontwerper⁽⁸⁾, stelt geen enkele bepaling van de ordonnantie van 28 januari 2010 de regering in staat om toelagen toe te kennen aan de gemeenten, noch voor "de volledige of gedeeltelijke vergoeding van de personeelskosten ten laste van de gemeente voor de coördinatie van de operaties [inzake stadsherwaardering]", noch voor "de kosten voor de participatieve activiteiten die in het kader van de uitvoering van het programma naar externe dienstverrichters werden gedelegeerd".

⁽⁸⁾ Zie artikel 10, 2/, en artikel 13 van de ordonnantie van 28 januari 2010.

Artikel 7 van het ontworpen besluit schendt dus de ordonnantie van 28 januari 2010 aangezien het er juist toe strekt de toekenning van toelagen subsidies te regelen om zulke kosten te dekken.

Deze bepaling moet vervallen.

Artikel 8

1. Het ontworpen besluit moet worden aangevuld om te preciseren wat het doel en de minimuminhoud is van de "stedenbouwkundige, socio-economische en milieustudie van een perimeter die in aanmerking komt", vereist in artikel 8, § 1, van het ontworpen besluit.

2. Artikel 8, § 3, van het ontwerpbesluit parafraseert artikel 5, § 1, van de ordonnantie van 28 januari 2010, doch verzuimt melding te maken van de in het tweede lid van deze wetsbepaling geboden mogelijkheid om af te wijken van de termijn.

Om de redenen die al onder de artikelen 2, 3 en 6 zijn opgegeven, kan een zodanige werkwijze niet worden aanvaard.

Artikel 8, § 3, van het ontworpen besluit moet zich er dus toe beperken te bepalen dat het door de gemeenteraad goedgekeurde ontwerpprogramma voor stadsherwaarding in drie exemplaren aan de regering of aan de bevoegde minister wordt bezorgd.

Artikel 10

1. In tegenstelling tot de kosten die een gemeente maakt voor het ontwerpen van een herwaarderingsprogramma toegewezen aan een externe projectontwerper⁽⁹⁾, stelt geen enkele bepaling van de ordonnantie van 28 januari 2010 de regering in de mogelijkheid toelagen toe te kennen aan de gemeenten voor de vergoeding van diensten uitbesteed met het oog op de eventuele bijsturing van het programma of de bewaking van de voortgang van de uitvoering ervan.

Artikel 10 van het ontworpen besluit schendt dus de ordonnantie van 28 januari 2010 in zoverre het de toekenning van toelagen wil regelen met het oog op de eventuele bijsturing van het programma of de bewaking van de voortgang van de uitvoering ervan.

Deze bepaling moet worden herzien zodat ze alleen slaat op de toekenning van toelagen voor het ontwerpen van het programma.

2. Overeenkomstig artikel 13, eerste lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010 staat het aan de regering het maximumbedrag te bepalen van de toelage die kan worden toegekend voor de financiering van het ontwerpen van een herwaarderingsprogramma, toegewezen aan een externe projectontwerper.

De voorliggende bepaling moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

Artikel 11

Artikel 11 van het ontworpen besluit luidt als volgt :

"Art. 11. Conform artikel 9, derde lid, van de ordonnantie kan de gemeente het stedelijke herwaarderingsprogramma wijzigen, op voorwaarde dat deze

⁽⁹⁾ Zie artikel 10, 2/, en artikel 13, van de ordonnantie van 28 januari 2010.

wijziging door de Minister wordt goedgekeurd tijdens het tweede jaar te rekenen vanaf de begindatum van het programma.

De Minister spreekt zich uit binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de aanvraag. Bij het ontbreken van deze uitspraak wordt de goedkeuring geacht te zijn geweigerd".

Ongerekend algemene opmerking 3, geeft deze bepaling aanleiding tot de volgende opmerking.

Artikel 9, derde lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010 bepaalt het volgende :

"De projecten die niet in dit vierjarenprogramma zijn opgenomen en die bij de opstelling ervan niet konden voorzien worden, kunnen evenwel voor subsidie in aanmerking komen. De Regering kan te dien einde, volgens door haar vast te stellen regels, een wijziging of een aanvulling van het programma toestaan".

Artikel 11, eerste lid, van het ontwerp heeft tot gevolg dat de mogelijkheden om het herwaarderingsprogramma te wijzigen of aan te vullen worden beperkt tot de operaties die ten tijde van het ontwerpen ervan onvoorspelbaar waren en die goedgekeurd zouden kunnen worden door de minister in de loop van het tweede jaar na de datum van aanvang van het programma.

Artikel 9, derde lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010 voorziet geenszins in deze beperking; deze bepaling machtigt de regering alleen om de nadere regels vast te stellen voor de wijziging of aanvulling van het oorspronkelijke programma en stelt haar niet in de mogelijkheid om de strekking van de regel waarin ze voorziet te beknotten.

In zoverre artikel 11, eerste lid, van het ontwerp de hierboven gegeven beperking in de tijd bevat, gaat het verder dan de bij artikel 9, derde lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010 aan de regering verleende machtiging en schendt het die wetsbepaling.

Deze beperking moet bijgevolg vervallen.

Artikel 12

Artikel 12 van het ontworpen besluit luidt als volgt :

"De Regering sluit met elke begunstigde andere dan de gemeente of het OCMW een overeenkomst af die de respectieve rechten en plichten van elk der partijen bepaalt".

Deze bepaling moet in verband worden gebracht met artikel 8, § 2, van de ordonnantie van 28 januari 2010, die als volgt luidt :

"Als andere begunstigden dan de gemeente actoren zijn in het vierjarenprogramma, sluit de Regering een driepartijenovereenkomst af met de gemeente en met elke andere begunstigde zoals bedoeld in artikel 2, 14/, teneinde de rechten en plichten van elk van de partijen vast te stellen alsook de regeling voor de controle op het gebruik van de subsidie, de herziening ervan en de terugbetaling van het eventuele te veel betaalde bedrag".

Artikel 12 van het ontworpen besluit memoreert de inhoud van deze bepaling, doch er zijn twee verschillen.

Enerzijds, terwijl artikel 8, § 2, van de ordonnantie van 28 januari 2010 voorschrijft een driepartijenovereenkomst te sluiten tussen de regering, de gemeente en iedere andere begunstigde dan de gemeente, houdt artikel 12 van het ontwerpbesluit, zoals het gesteld is, in dat een tweepartijenovereenkomst gesloten wordt tussen de regering en de begunstigde.

Anderzijds, terwijl artikel 8, § 2, van de ordonnantie van 28 januari 2010 voorschrijft een overeenkomst te sluiten als "andere" begunstigden "dan de gemeente" betrokken zijn bij het stadsherwaarderingsprogramma, houdt artikel 12 van het ontwerpbesluit in dat een overeenkomst wordt gesloten met iedere "andere" begunstigde "dan de gemeente of het OCMW".

Zoals hierboven reeds is uiteengezet, komt het de regering niet toe in een verordeningbesluit een regel over te nemen die reeds vervat ligt in een bepaling van wetgevende aard.

.../...

A fortiori komt het haar niet toe deze regel te wijzigen.

Artikel 12 moet vervallen en artikel 24 moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 13

1. De steller van het ontwerp dient te voorkomen dat de regels voor goedkeuring, vastgelegd in artikel 13 van het ontwerp en die bepaald in artikel 37 ervan, elkaar overlappen. Te dien einde moeten de werkingssferen *ratione materiae* en *ratione temporis* van de beide regelingen duidelijk gepreciseerd worden door het ontworpen besluit, dat dienovereenkomstig aangevuld dient te worden.

2. In paragraaf 1, derde lid, 1/, dient het begrip "onmiddellijke omgeving" nader te worden bepaald.

3. Als algemene opmerking geldt dat in de ontworpen bepaling niet over de afstand van "goederen" behoort te worden geschreven, maar over de afstand van "zakelijke rechten".

4. In het ontworpen artikel 13, § 3, 3/, mag niet worden voorzien in een recht van voorkoop ten voordele van wie afstand doet of van het Gewest.

Uit artikel 14 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, juncto artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, blijkt immers dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het recht van voorkoop alleen bij ordonnantie kan invoeren ⁽¹⁰⁾, hetgeen de

⁽¹⁰⁾ Voor een soortgelijke opmerking zie advies 22.946/8, op 7 december 1993 door de afdeling Wetgeving van de Raad van State gegeven over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 februari 1994 tot uitvoering van de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken.

Brusselse wetgever gedaan heeft door het aannemen van de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende het voorkeepsrecht, die aanleiding gegeven heeft tot Titel VII van het BWRO.

Artikel 13, § 3, 3/, dient te vervallen en artikel 13, § 1, derde lid, 2/, moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikelen 14, 16, 17 en 18

De artikelen 14, 16, 17 en 18 van het ontworpen besluit voeren een goedkeuringsprocedure in voor de onderscheiden onderdelen van het vierjarenprogramma voor stadsherwaardering.

De ordonnantie van 28 januari 2010 staat niet toe dat in zulk een procedure wordt voorzien. Daarin is enkel sprake van de procedure voor goedkeuring van het programma en voor eventuele wijziging ervan, in bepaalde gevallen.

De artikelen 14 en 16 tot 18 hebben dus geen enkele rechtsgrond en dienen te vervallen ⁽¹¹⁾.

Artikel 19

1. Met betrekking tot het eerste lid van artikel 19 van het ontwerp, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat de precieze draagwijdte is van de verplichting die aan de begunstigde wordt opgelegd om het financiële plan voor de realisatie van de in artikel 5, § 2, 8/ van de ordonnantie van 28 januari 2010 bedoelde operaties na te leven, noch wat die verplichting meer bepaald beoogt toe te voegen aan het voornoemde artikel 5, § 2, 8/, waaruit blijkt dat het "voor zes jaar opgesteld(e) financieel(e) plan voor het hele programma" verplicht deel uitmaakt van het programma voor stadsherwaardering dat ter goedkeuring aan de Regering wordt voorgelegd.

⁽¹¹⁾ Voor een soortgelijke opmerking, zie het voornoemde advies 22.946/8.

2. Het tweede lid van het thans voorliggende artikel 19 luidt als volgt :

"De Minister of zijn gemachtigde kan evenwel de begunstigde toestaan dit financiële plan te wijzigen, onder meer door het overdragen van operaties van het ene jaar naar het andere".

Deze bepaling is vatbaar voor kritiek om de volgende redenen.

Volgens artikel 5, § 2, 8/, van de ordonnantie van 28 januari 2010 moet dit programma verplicht "een voor zes jaar opgesteld financieel plan voor het hele programma" bevatten.

Daaruit vloeit voort dat dat financiële plan onverbrekelijk deel uitmaakt van het programma voor stadsherwaardering.

Bijgevolg is de wijziging van het financiële plan een wijziging van het programma voor stadsherwaardering. Welnu, de ordonnantie van 28 januari 2010 staat wijziging van het programma alleen toe teneinde rekening te houden met operaties die onvoorzienbaar waren toen het programma opgesteld is ⁽¹²⁾, en in het geval genoemd in artikel 5, § 2, 3/, van de ordonnantie van 28 januari 2010 ⁽¹³⁾.

De wijziging aan de orde in artikel 19, tweede lid, valt niet onder die voorschriften aangezien dat lid geen rechtsgrond heeft.

3. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat artikel 19 dient te vervallen.

⁽¹²⁾ Zie artikel 9, derde lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010.

⁽¹³⁾ Volgens deze bepaling kan "indien nodig, (de lijst van de onroerende goederen waarop het programma betrekking heeft, evenals, indien ze in gebruik zijn, een lijst van de gebruikers) tijdens de uitvoering gewijzigd worden".

Artikel 21

Om de redenen opgegeven in opmerking 1 onder artikel 10, machtigt de ordonnantie van 28 januari 2010 de regering niet om subsidies toe te kennen voor "externe prestaties" betreffende wijzigingen van de programma's voor stadsherwaardering.

Artikel 21 van het ontwerp, dat de betaling van zulke subsidies wil regelen, moet bijgevolg vervallen.

Artikel 22

Artikel 22, § 2, van het ontworpen besluit handelt niet over het geval dat een opstalrecht wordt gevestigd, dat echter wel aan bod komt in paragraaf 1 van hetzelfde artikel, en dat overigens uitdrukkelijk genoemd wordt, met betrekking tot huisvesting, in artikel 3, § 2, 2/ en § 3, 2/ en 3/, van de ordonnantie van 28 januari 2010.

Artikel 22, § 2, behoort dienovereenkomstig te worden herzien en aangevuld.

Artikel 23

Artikel 23 van het ontworpen besluit heeft betrekking op operaties voor de herwaardering van de openbare ruimte.

Volgens artikel 3, § 2, 2/, van de ordonnantie van 28 januari 2010 wordt de stadsherwaardering onder andere bereikt door middel van "projecten bestemd om de openbare ruimten te herwaarderen (...) mits instemming van de betrokken eigenaar(s) of het verkrijgen van een zakelijk recht op de private goederen".

Zoals artikel 23 is gesteld, behandelt het niet het geval dat de operaties voor de herwaardering van de openbare ruimte tot stand gebracht worden door vestiging van een ander zakelijk recht dan volle eigendom of vestiging van een erfpacht ⁽¹⁴⁾.

Artikel 23 dient dienovereenkomstig te worden herzien en aangevuld.

Artikel 27

Uit artikel 6, tweede lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010 volgt dat het zaak is van de regering de algemene regels inzake de werking van de wijkcommissies vast te stellen.

De regering mag zich er dan ook niet toe beperken, zoals echter in de ontworpen bepaling in uitzicht wordt gesteld, de wijkcommissie ermee te belasten zelf de nadere regels inzake haar werking en die voor het samenroepen van haar leden vast te stellen via het goedkeuren van haar huishoudelijk reglement.

De onderzochte bepaling behoort dienovereenkomstig te worden aangevuld ⁽¹⁵⁾.

⁽¹⁴⁾ Zo wordt onder andere geen vestiging van een opstalrecht in uitzicht gesteld, hetgeen wel het geval is in artikel 4, § 2, van het ontworpen besluit.

⁽¹⁵⁾ Zie, in soortgelijke zin, advies 31.337/4, op 25 juni 2001 door de afdeling Wetgeving van de Raad van State gegeven over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 september 2001 tot wijziging van het besluit van 3 februari 1994 tot uitvoering van de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken.

Artikel 28

Artikel 28, 3/, van het ontworpen besluit schrijft voor dat "de algemene wijkvergadering" moet samenkomen "onmiddellijk na de openbaarmakingsprocedure, voorzien in de artikelen 150, tweede en derde lid, en 151 van het BWRO".

Deze verwijzing naar alleen het tweede en derde lid van artikel 150 van het BWRO doet een probleem rijzen.

Immers, enerzijds maakt artikel 6, eerste lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010, op het ontwerpprogramma voor stadsherwaardering de speciale bepalingen van openbaarmaking toepasselijk bedoeld "in de artikelen 150 en 151 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening", zonder dat het die verwijzing beperkt houdt tot uitsluitend het tweede en derde lid van artikel 150 van dat Wetboek.

Anderzijds is het beginsel zelf dat een openbaar onderzoek wordt gehouden naar aanleiding van een speciale regel van openbaarmaking, ingeschreven in artikel 150, eerste lid, van het BWRO. De verwijzing, in de ontworpen tekst, maar alleen het tweede en derde lid van artikel 150 is dus zinloos.

De ontworpen tekst behoort aldus te worden herzien, dat daarin verwezen wordt naar de artikelen 150 en 151 van het BWRO, zonder vermelding van specifieke leden van die bepalingen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 29, 4/, en 30 van het ontwerpbesluit.

Artikel 34

Artikel 34 van het ontwerp strekt ertoe de begunstigden van de gewestsubsidies te verplichten om, in afwachting van de uitvoering van de

.../...

geprogrammeerde operaties, al de maatregelen te treffen die nuttig zijn voor de instandhouding van de betreffende goederen.

Geen enkele bepaling van de ordonnantie van 28 januari 2010⁽¹⁶⁾ machtigt de regering om de begunstigten van de subsidies een verplichting op te leggen die dat doel heeft en zo ruim is.

Artikel 34 heeft dus geen rechtsgrond.

Het dient te vervallen.

Artikel 35

1. Met betrekking tot artikel 35, 1/, a), wordt verwezen naar de opmerkingen die hiervoren zijn gemaakt onder artikel 1.

2. De enige regel voor de toekenning van woningen vastgelegd door het ontworpen besluit ligt in de voorkeur verleend door het voorliggende artikel 35, 1/, b), dat de verplichting overneemt opgelegd door artikel 16, derde lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010.

Voor het overige laat het ontworpen besluit na om de "toekenningscriteria" te bepalen, waarvan de vaststelling door de wetgever aan de regering toevertrouwd is overeenkomstig artikel 16, eerste lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010.

Het ontworpen besluit moet aldus worden aangevuld dat daarin die criteria worden bepaald.

⁽¹⁶⁾ Meer bepaald niet de artikelen 15 tot 18 van de ordonnantie, die er hoofdstuk V van vormen met het opschrift "Verplichtingen ten last van de begunstigde van de subsidies".

3. Bij artikel 35, 4/, b), van het ontworpen besluit wordt aan de minister een te ruime bevoegdheid opgedragen.

De ontworpen tekst behoort aldus te worden aangevuld dat gepreciseerd wordt om welke redenen de in het vooruitzicht gestelde afwijkingen kunnen worden toegekend ⁽¹⁷⁾ ⁽¹⁸⁾.

De bevoegdheid die bij artikel 36, 3/, in fine, van het ontworpen besluit aan de minister wordt opgedragen, geeft aanleiding tot dezelfde opmerking.

Artikel 37

Artikel 15 van de ordonnantie van 28 januari 2010 luidt als volgt :

"Zonder voorafgaande en uitdrukkelijke toestemming van de Regering, kan de begunstigde geen zakelijke rechten vervreemden op goederen die, in het kader van werkzaamheden inzake de herwaardering van een perimeter, gesubsidieerd worden.

De Regering stelt de nadere regels voor de toepassing van deze bepaling vast, met inachtneming van het principe dat de opbrengst van deze vervreemdingen opnieuw moet worden aangewend voor een project als bedoeld in artikel 3".

In het licht van die bepaling geeft artikel 37 aanleiding tot de volgende opmerkingen.

⁽¹⁷⁾ Zie in deze zin een opmerking die in het voornoemde advies 31.337/4 is gemaakt.

⁽¹⁸⁾ Er dient hoe dan ook opgemerkt te worden dat die bevoegdheid om af te wijken alleen kan worden uitgeoefend voor zover de afwijking die toegestaan zou worden geen aantasting inhoudt van de regels die de wetgever zelf heeft vastgesteld in artikel 16, tweede en derde lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010, inzake inkomensgrens en voorrang bij de toekenning.

1. In artikel 37, eerste lid, van het ontworpen besluit dient overeenkomstig artikel 15, eerste lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010 niet te worden verwezen naar de vervreemding van goederen die gesubsidieerd zijn, maar naar de vervreemding van "zakelijke rechten" waarvan de verkrijging of de vestiging aldus gesubsidieerd is.

2. Wat de "nadere regels" betreft die krachtens artikel 15, tweede lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010 door de regering vastgesteld moeten worden, wordt in de voorliggende bepaling alleen voorgeschreven dat het "ontwerp van koopovereenkomst" aan de minister bezorgd moet worden en dat "de opbrengst van de vervreemding opnieuw geïnvesteerd (wordt) in operaties van stedelijke herwaardering".

Op zich zijn die "nadere regels" onvoldoende om te kunnen zorgen voor een volledige tenuitvoerlegging van artikel 15, tweede lid, van de ordonnantie van 28 januari 2010 en voor rechtszekerheid.

De ontworpen tekst zou aldus aangevuld moeten worden dat op zijn minst wordt bepaald volgens welke nadere regels het beginsel van herinvestering toegepast zal worden en op die wijze ter goedkeuring aan de minister voorgelegd zal worden. Het ontwerp dient eveneens aldus te worden aangevuld dat aangegeven wordt volgens welke procedure en binnen welke termijnen de minister zijn voorafgaande en uitdrukkelijke toestemming verleent.

Het ontworpen besluit behoort dienovereenkomstig herzien en aangevuld te worden.

Artikel 38

Hoofdstuk 9 van het ontwerpbesluit, met als opschrift "Overgangsbepalingen en slotbepalingen", bevat een artikel 38, dat als volgt luidt :

"Na de afloop van het programma kan in dezelfde perimeter of in een deel ervan een nieuw programma worden opgestart, conform de regels voorzien in de ordonnantie en in dit besluit".

Uit de bewoordingen van deze bepaling blijkt dat ze strikt genomen geen "overgangsbepaling" noch een "slotbepaling" is, maar in feite strekt tot het regelen van de procedure voor het goedkeuren van een programma voor stadsherwaardering dat op een vorig programma volgt.

Zoals die bepaling gesteld is, doet ze de volgende moeilijkheid rijzen.

Volgens de bewoordingen zelf van artikel 38 van het ontwerp zal het voorgenomen nieuwe programma opgestart kunnen worden "in dezelfde perimeter [als het vorige programma] of in een deel ervan".

Daaruit volgt dat een nieuw programma na afloop van een vorig programma uitgevoerd zal kunnen worden zonder dat de regering vooraf een nieuwe in aanmerking komende perimeter bepaalt en zelfs zonder dat de regering zich uitgesproken heeft over het volledige of gedeeltelijke behoud van de in aanmerking komende perimeter op basis waarvan het vorige programma vastgesteld en uitgevoerd is.

Zo een regeling kan niet worden aanvaard in het licht van de artikelen 4 en 5 van de ordonnantie van 28 januari 2010, die als volgt luiden :

"Art. 4. De Regering bepaalt binnen het stedelijke herwaarderingsgebied de perimeters die in aanmerking komen voor subsidiëring. Ze brengt de gemeente op de hoogte van de beslissing tot opname van een in aanmerking komende perimeter die zich op haar grondgebied bevindt.

Art. 5. § 1. Na goedkeuring door de gemeenteraad en uiterlijk op de laatste dag van de tiende maand na de kennisgeving zoals bedoeld in artikel 4, legt de

.../...

gemeente een vierjarenprogramma voor stedelijke herwaardering ter goedkeuring voor aan de Regering.

De Regering of de Minister mogen uitzonderlijk een verlenging van deze termijn toestaan volgens door hen vast te stellen regels.

(...)".

Uit deze bepalingen volgt dat de goedkeuring van een programma voor stadsherwaardering noodzakelijkerwijze volgt op de bepaling, door de regering, van in aanmerking komende perimeters binnen het gebied voor stadsherwaardering - hetgeen niet het geval was onder de gelding van de organieke ordonnantie van 7 oktober 1993 tot herwaardering van de wijken ⁽¹⁹⁾.

Dat vloeit meer in het bijzonder voort uit artikel 5, § 1, van de ordonnantie van 28 januari 2010, waarbij de gemeente verplicht wordt om het vierjarenprogramma ter goedkeuring aan de regering voor te leggen uiterlijk op de laatste dag van de tiende maand nadat de regering de gemeente kennis heeft gegeven van de in aanmerking komende perimeter, welke termijn alleen in uitzonderlijke gevallen verlengd kan worden.

Bijgevolg schendt artikel 38 van het ontwerp - aangezien het ervoor zorgt dat, na afloop van een vorig programma, een nieuw programma kan volgen zonder dat de regering zich op zijn minst heeft uitgesproken over het gehele of gedeeltelijke behoud van de in aanmerking komende perimeter op basis waarvan het vorige programma is vastgesteld en uitgevoerd - de voormelde bepaling van de ordonnantie van 28 januari 2010.

De ontworpen tekst moet in het licht van die opmerking opnieuw worden onderzocht.

⁽¹⁹⁾ Vergelijk de artikelen 4 en 5 van de ordonnantie van 28 januari 2010 met de artikelen 4 en 5 van de ordonnantie van 7 oktober 1993.

Artikel 39

Artikel 39 machtigt de minister om de datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit te bepalen.

Zoals het artikel is gesteld, wordt daarin echter niet bepaald na welke termijn het besluit van de regering in werking treedt.

De bepaling moet in die zin worden aangevuld dat de minister de inwerkingtreding van het ontworpen besluit, dat van de regering uitgaat, dus niet eindeloos voor zich uit kan schuiven ⁽²⁰⁾.

Gelet op wat voorafgaat, wordt die opmerking gemaakt onder voorbehoud van algemene opmerking 1.

Artikel 39 moet op basis van die opmerking worden herzien.

Slotopmerking

Hoewel de ordonnantie van 28 januari 2010 geen enkele bepaling bevat waarin uitdrukkelijk staat dat de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken wordt opgeheven, neemt zulks niet weg dat de ordonnantie van 28 januari 2010, zowel gelet op het dispositief ervan als gelet op de bedoeling van de wetgever die tijdens de parlementaire voorbereiding is geuit ⁽²¹⁾, ontegensprekelijk tot gevolg heeft dat de ordonnantie van 7 oktober 1993 - impliciet - wordt opgeheven.

⁽²⁰⁾ Zie *Beginnelsen van de Wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 154.1.2 en formules F 4-5-2-2 en F 4-5-2-3.

⁽²¹⁾ Zie *Parl. St. Br. Parl.*, 2007-2008, nr. A-501/1, blz. 4.

Het ontworpen besluit, dat tot doel heeft in de tenuitvoerlegging van de ordonnantie van 28 januari 2010 te voorzien, moet dus worden aangevuld met een bepaling waarbij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 februari 1994 tot uitvoering van de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken, wordt opgeheven.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY